

Contre l'autoritarisme de Macron, Pour la défense des libertés démocratiques et syndicales

Nantes, le 26 février 2026

• COMMUNIQUÉ

« **L**a menace est nette contre l'existence même de syndicats indépendants.

C'est la raison pour laquelle FO 44 appelle au rassemblement prévu ce samedi 28 février à 16h00, place des Droits de l'Homme à Saint-Nazaire. »

Les événements tragiques de Lyon font l'objet d'une instrumentalisation politique et médiatique lourde de conséquences.

La cabale que subit aujourd'hui LFI, qui se traduit dans les faits par la détérioration de nombre de ses locaux, comme à Nantes ou à Saint-Nazaire, menace toutes celles et ceux qui résistent à la politique de guerre et d'austérité du gouvernement Macron-Lecornu.

À Rennes, ce sont des syndicalistes étudiants de l'Union Pirate qui font l'objet de menaces nominatives.

À qui le tour demain ?

L'Union Départementale cgt-FO de Loire-Atlantique apporte son soutien à ces organisations et à leurs militants, comme elle avait su le faire en 2023 auprès de l'ancien maire de Saint-Brévin, Yannick Morez, dont le domicile avait subi un incendie volontaire.

Les forces qui défilent dans les rues sous des bannières fascistes ou néonazies se tiennent prêtes à faire le sale boulot contre tout mouvement revendicatif.

Cela est particulièrement inquiétant dans un contexte où Macron, minoritaire et rejeté de toutes

parts dans le pays, veut imposer la militarisation de l'ensemble de la société ; dans un contexte où la censure et la répression d'État sont la norme de gouvernement (gilets jaunes, mouvement sur les retraites, Sainte-Soline, Bloquons tout et aujourd'hui encore contre celles et ceux qui dénoncent le génocide en Palestine...).

L'Union Départementale dénonce à ce titre la circulaire conjointe des ministres de l'Enseignement supérieur et de l'Intérieur, parue le 16 février 2026, visant à interdire les conférences politiques au sein des universités.

Elle condamne également la déclaration de Gilbert Cette, président du conseil d'orientation des retraites, selon lequel « *il y a trop de syndicats en France* ».

Ces propos, formulés par une personnalité désignée par Macron lui-même, démontrent que le dessein corporatiste s'exprime à tous les niveaux de l'État.

La menace est nette contre l'existence même de syndicats indépendants.

C'est la raison pour laquelle FO 44 appelle au rassemblement prévu ce samedi 28 février à 16h00, place des Droits de l'Homme à Saint-Nazaire. ■